6 novembre 1997, Ontario

Allocution à l'occasion du 4^e anniversaire de l'assermentation du gouvernement

Il y a quatre ans cette semaine que notre gouvernement a été assermenté. À cette époque, on disait que le Canada allait très bientôt se heurter à un mur de dettes. Aujourd'hui, on parle de la taille du surplus budgétaire.

Il y a quatre ans, on discutait du besoin désespéré d'argent du gouvernement. Aujourd'hui, on discute du meilleur moment pour commencer à réduire les impôts et la dette. Il y a quatre ans, nous étions préoccupés par le sauvetage de nos programmes sociaux nationaux essentiels. Aujourd'hui, nous commençons à investir dans ces programmes afin de les renforcer.

Il y a quatre ans, qui aurait cru que le Canada créerait près de 1 000 000 de nouveaux emplois entre octobre 1993 et octobre 1997? Qui aurait cru que nos taux d'intérêt pourraient descendre plus bas que ceux des États-Unis? Qui aurait cru que le taux d'inflation s'établirait à moins de 2 %, la croissance à près de 4 %, et que nous aurions le taux de création d'emplois le plus élevé du G7?

Il y a quatre ans, qui aurait cru que tous les conjoncturistes internationaux prédiraient aujourd'hui que le Canada entamera le prochain siècle avec le meilleur rendement économique des pays du G7? Qui aurait cru que le mois prochain j'irai rencontrer les premiers ministres provinciaux dans un esprit de collaboration afin de discuter des moyens à prendre pour renforcer les programmes sociaux en cette époque de budgets équilibrés?

Il y a quatre ans, le Wall Street Journal écrivait que le Canada pourrait éventuellement devenir un pays du Tiers-Monde. La semaine dernière, on pouvait lire dans l'Economist, de Londres, que le Canada est devenu un virtuose des finances parmi les pays industrialisés. Mesdames et messieurs, c'est là le résultat d'efforts soutenus, de difficiles décisions, de l'appui et des sacrifices de la population canadienne et de la volonté bien arrêtée de redresser les bases de l'économie.

À l'étranger, on considère notre pays tout entier avec un nouvel optimisme. Je tiens à rendre hommage au ministre des Finances, Paul Martin, qui est ici présent, pour le travail remarquable qu'il a accompli à l'égard de la gestion des finances du pays. Je tiens à dire aux Canadiens que jamais, plus jamais nous ne laisserons nos finances publiques échapper à notre maîtrise.

Plus jamais nous ne laisserons aux générations futures le soin de régler les problèmes d'aujourd'hui. Plus jamais nous n'aurons l'important déficit qui a empêché les gouvernements précédents de répondre aux besoins humains réels. Nous avons levé le joug que le déficit faisait peser sur l'avenir. Nous avons commencé à investir dans les besoins de notre population, et je vous l'affirme, nous continuerons de le faire.

Nous avons déjà entrepris de réduire la dette en proportion de la taille de l'économie. D'ailleurs, nous avons déjà commencé à rembourser la partie négociable de la dette. Il est maintenant temps que les Canadiens réalisent leur vaste potentiel. Qu'ils profitent de ce

nouvel optimisme. Qu'ils se tournent vers le siècle qui vient. Qu'ils investissent habilement et stratégiquement dans les gens et les idées. Qu'ils jouent un rôle de leadership dans le monde. Qu'ils construisent une assise solide pour l'avenir du Canada.

La lutte contre le déficit n'a pas été entreprise pour le simple plaisir de réaliser un exploit de comptabilité. Nous avons lutté pour réduire le fardeau d'une dette qui pendait comme une épée de Damoclès sur toute une génération; nous avons lutté pour réduire les paiements aux banquiers et nous avons commencé à investir dans l'avenir de nos jeunes. Le remboursement de la dette et la réduction des taxes et impôts sont des objectifs importants du gouvernement. Au cours du présent mandat, nous paierons la dette et nous réduirons les impôts. Mais là ne s'arrête pas ce que doit faire le gouvernement.

La responsabilité première d'un gouvernement est de préparer l'avenir. Pour nos enfants et pour leurs enfants. Pour construire quelque chose de durable. De solide. Pour préparer l'arrivée du prochain siècle. Cela signifie qu'il faut reconnaître aujourd'hui que le gouvernement ne peut plus jouer le rôle d'État providence. Pareille démarche nous plongerait à nouveau dans le borborygme dont nous venons tout juste de sortir. Loin de nous cette idée! Je n'irai pas gaspiller nos dividendes financiers dans des solutions politiques à courte vue.

Mais ce que le gouvernement peut faire, ce qu'il doit faire, c'est d'investir judicieusement et stratégiquement dans les domaines qui comptent le plus. Établir un petit nombre de priorités. S'y attaquer avec une farouche détermination. Et agir avec fermeté là où nous pouvons réellement faire une différence qui avantagera notre pays à long terme. Premièrement, nous maintiendrons les assises économiques bien en place. Nous ne reviendrons jamais aux vieilles méthodes.

Dans le contexte d'une économie saine, d'une forte croissance, et des centaines de milliers d'emplois créés annuellement par le secteur privé, nous axerons notre travail, au cours du présent mandat, sur quatre grandes priorités nationales afin de préparer le pays à l'arrivée du XXI^e siècle : les enfants, la santé, le savoir et l'innovation, et enfin la réduction du fardeau fiscal des Canadiens et de la dette.

Le pays qui décide d'investir dans ses enfants est un pays qui croit en son avenir. Le pays qui aura investi avec succès dans ses enfants sera un pays dont l'avenir est encore meilleur. En investissant dès aujourd'hui dans le bien-être de nos enfants, nous améliorons pour longtemps la santé de notre société. C'est la raison pour laquelle la réponse aux besoins des familles à faible revenu, qui ont des enfants, est une priorité à la fois économique et sociale de notre gouvernement. Nous devons réduire la pauvreté des enfants au Canada.

En travaillant avec les provinces, nous élaborerons un Régime national de prestations pour enfants complet et efficace. Ensemble, le gouvernement et les citoyens doivent parvenir à mettre en place un plan d'action national en faveur des enfants, pour améliorer le bien-être des jeunes Canadiens et, à terme, le bien-être de notre société. Si nous voulons connaître la prospérité et une qualité de vie supérieure au cours du prochain siècle, nous devons être prêts à occuper les emplois de demain.

Il ne peut donc pas y avoir d'investissement plus sage dans l'avenir qu'un investissement

dans l'éducation, le savoir et l'innovation. Dans notre dernier budget, nous avons effectué un énorme investissement qui rapportera des dividendes considérables à long terme. Nous voulons que nos universités et nos hôpitaux d'enseignement disposent d'une capacité de recherche de qualité supérieure. C'est pourquoi nous avons créé la plus grande fondation au Canada et la dixième en importance en Amérique du Nord : la Fondation canadienne pour l'innovation.

Nous avons effectué un investissement ponctuel de 800 000 000 \$ pour contribuer à rebâtir, au cours des cinq à sept prochaines années, l'infrastructure de recherche de nos universités et de nos hôpitaux d'enseignement. Le Canada se trouvera ainsi à l'avant-garde de la nouvelle économie du siècle prochain. Cependant, nous n'avons pas besoin uniquement d'installations de recherche de premier ordre : nous avons aussi besoin d'une population instruite. En septembre, à la rentrée parlementaire, j'ai annoncé que nous établirions notre projet le plus important pour le millénaire, un fonds canadien de bourses d'études du millénaire, visant à récompenser l'excellence universitaire et à aider les Canadiens à revenu faible ou modéré à poursuivre des études collégiales ou universitaires.

La mise à jour de la situation financière, le mois dernier, nous a appris qu'il sera possible pendant l'année financière 1997-1998 de rembourser des milliards de dollars de notre dette négociable et d'effectuer un investissement stratégique considérable dans un domaine prioritaire. C'est à ce genre d'approche équilibrée que notre gouvernement aura recours pour gérer notre dividende fiscal. Un investissement ponctuel, qui est possible parce que nous avons réussi à résorber le déficit, qui permettra de préparer les jeunes Canadiens en vue de l'économie du savoir du XXI^e siècle. Un investissement qui rapportera des dividendes économiques et sociaux considérables.

Le Fonds canadien de bourses d'études du millénaire ne sera pas un monument fait de briques et de mortier. Mais les futures générations de Canadiens en constateront les résultats à tous les points de vue. Dans un pays axé sur l'excellence et l'accomplissement. Dans le leadership qu'exercera le Canada dans l'économie mondiale du XXI^e siècle. Et c'est ce qui me motive ainsi que mes collègues au cours du mandat actuel. Nous visons à ouvrir des perspectives d'avenir intéressantes dans un Canada fort et confiant. Dans un monde plus sûr et plus sécuritaire.

Comme vous le savez, au début de la semaine, je me suis joint à la lauréate du Prix Nobel de la paix, Jody Williams, pour détruire les dernières mines antipersonnel du Canada. Ce geste important et symbolique était la démonstration du leadership du Canada, car le mois prochain, des représentants de plus de cent pays viendront à Ottawa pour signer un traité interdisant pour toujours l'utilisation des mines terrestres. Nous avons collaboré avec ceux qui partagent nos idées et nous avons montré à ceux qui en doutaient que le Canada peut jouer un rôle important à titre de promoteur du bien dans le monde.

Notre ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, mérite notre gratitude et nos félicitations. Il s'agit d'un bon point de départ, mais nous n'aurons pas atteint notre but tant que nous n'aurons pas persuadé les autres pays d'emboîter le pas. De plus, nous continuerons de travailler jusqu'au dernier moment, et même après. Les décisions que nous prendrons aujourd'hui détermineront le genre de monde que nous léguerons au siècle prochain. C'est pourquoi il est si urgent d'agir pour contrer le changement climatique. Nous

assistons au réchauffement de la planète, attribuable en grande partie aux émissions de gaz à effet de serre. Nous nous entendons à ce sujet.

Mais il nous incombe de faire notre possible pour contribuer à trouver une solution au changement climatique. Nous en avons l'obligation en tant que citoyen du monde. Nous satisferons à cette obligation lorsque le Canada se joindra aux nations du monde à Kyoto le mois prochain pour fixer de nouveaux objectifs mondiaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Et nous devons remplir une autre obligation, cette fois envers les Canadiens. Le monde changera et s'adaptera pour relever ce défi de taille. Nous pouvons être à l'avant-garde, ou rester à la traîne.

Souvenons-nous des leçons du début des années 70; les grands fabricants d'automobiles d'Amérique du Nord avaient alors refusé de tenir compte de la demande de voitures moins énergivores. Souvenons-nous des milliers d'emplois perdus et du temps qu'il a fallu à nos constructeurs d'automobiles pour rattraper leur retard. Il faut tirer des leçons de cette erreur. En étant des chefs de file mondiaux dans le domaine de la recherche sur les technologies respectueuses de l'environnement ainsi que dans l'application et l'exportation de ces technologies.

Par conséquent, loin de faire disparaître des emplois et de ralentir la croissance économique, le fait de relever le défi du changement climatique peut en fait créer des emplois et favoriser la croissance et la prospérité au siècle prochain. Ce soir, je tiens à vous parler d'une autre mesure importante que nous prendrons pour préparer le Canada en vue du prochain siècle : la réforme du Régime de pensions du Canada. Parce que nous devons faire face aux grands enjeux que présente le vieillissement de notre société.

Il suffit d'examiner les chiffres. Lors de la création du Régime de pensions du Canada il y a trente ans, il y avait huit personnes en âge de travailler au Canada pour chaque personne à la retraite. Aujourd'hui, il y a cinq personnes en âge de travailler pour chaque personne à la retraite. Dans trente ans, il n'y en aura plus que trois. Cela représente un sérieux problème. Il n'est pas nécessaire d'être mathématicien pour comprendre que nous devons apporter des modifications importantes afin que le régime de pensions de l'État ne serve pas uniquement à vous et à moi, mais à nos enfants et à leurs enfants lorsque le moment viendra.

Il aurait été facile de ne rien changer, comme l'ont fait les gouvernements par le passé. Ils n'ont pas eu le courage d'apporter les modifications nécessaires pour assurer la survie à long terme du régime de pensions. Ils l'ont laissé aller à la dérive. Mais nous n'emprunterons pas la voie de la facilité comme eux. Nous avons donc décidé, le printemps dernier, de concert avec les provinces, après avoir procédé à des consultations étendues dans tout le Canada, d'apporter les changements nécessaires pour assurer la survie et la santé du Régime de pensions du Canada au cours du siècle prochain.

Lors de la dernière élection, les Canadiens nous ont confié le mandat de procéder à ces modifications. Dans quelques semaines, nous adopterons ces changements au Parlement. Le Canada sera ainsi le premier grand pays industrialisé du monde à assurer la survie de son régime public de pensions au siècle prochain. Je sais que d'aucuns se plaignent de l'accroissement des cotisations.

Certains, comme le Parti réformiste et des analystes du secteur financier, ne croient pas que nous devrions avoir un régime public de retraite. Ils aboliraient le Régime de pensions du Canada et le remplaceraient par un super-régime enregistré d'épargne-retraite. À mon avis, les régimes enregistrés d'épargne-retraite sont importants. Je les appuie. Tout comme la plupart d'entre vous, je suis en faveur, et lorsque j'ai de l'argent, j'y souscris. Il s'agit d'investissements sages que je recommande. Mais ils ne pourront jamais remplacer un régime public de retraite.

Les Canadiens veulent une rente de retraite de base sur laquelle ils peuvent compter, qui ne dépend pas d'un marché soumis à des fluctuations. Ils veulent une pension garantie par le gouvernement canadien, et non pas une pension qui dépend du rendement du marché boursier. Pouvez-vous imaginer les sentiments qu'auraient éprouvés les Canadiens si la totalité de leurs pensions de retraite avaient été en jeu par suite de la baisse dramatique des marchés boursiers le 27 octobre dernier? Les personnes qui investissent à la bourse doivent faire face à ce genre d'événement. Il y a un risque de pertes ou de gains éventuels. Laissons faire ceux qui sont en mesure de courir ces risques.

Mais laissons en paix les gens qui ne veulent que la sécurité et la prévisibilité d'une pension de l'État. Ils ont travaillé fort, très fort. Ils méritent mieux que cela. Je dis au Parti réformiste et à ses alliés occasionnels des pages d'affaires : ce n'est pas ça, le Canada; il ne s'agit pas d'un pays où seuls les riches se tirent d'affaires. Il s'agit d'un pays où règnent la dignité, le respect et une bonne qualité de vie. Il s'agit d'un pays où les gens savent mettre en commun les risques et s'entraider, et où il est normal de fournir le minimum à ceux qui ont travaillé toute leur vie pour construire le grand pays qu'est le Canada.

Nous n'abandonnerons pas cette responsabilité au prochain siècle.